

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

gens de l'argent qui autrement aurait pu financer la construction de grands ensembles.

Quel gouvernement soucieux de justice laisserait se produire une telle discrimination? Quelles valeurs propose aux Canadiens un gouvernement qui n'hésite pas à prendre l'argent des familles et des pauvres sans le réaffecter à d'autres programmes ou à d'autres services?

Le député qui a ouvert ce débat a déclaré que les Canadiens savaient que nous traversons des temps difficiles. C'est vrai que les temps sont durs pour bien des Canadiens, mais c'est le gouvernement qui en est la cause. C'est lui qui leur crée des difficultés parce qu'il ne leur explique pas loyalement et honnêtement quelle est la situation économique actuellement.

Le fossé discriminatoire dont j'ai parlé, c'est le gouvernement lui-même qui le creuse en créant une double société, une société composée de deux Canadas, et ce fossé est encore plus évident dans les régions de l'intérieur du pays et d'ailleurs où les gens n'ont pas les leviers nécessaires pour assurer leur croissance économique.

Pendant des années, ces régions ont vécu de la pêche, de l'exploitation des forêts et des mines à l'origine de notre richesse depuis plus de 120 ans. Les habitants du nord du Manitoba, des ports de pêche de l'Atlantique ou des petites villes-scieries de la Colombie-Britannique doivent travailler très fort pendant certaines périodes de l'année et compter sur des revenus d'appoint pendant les périodes creuses.

• (1140)

Quand j'étais ministre de l'Emploi, je me suis rendu compte notamment que le programme de l'assurance-chômage était le stimulant dont les industries primaires et les régions qui vivent des ressources naturelles avaient absolument besoin pour maintenir une main-d'oeuvre efficace. Ce programme permet aux habitants des régions de continuer de pêcher, de cultiver, d'extraire du minerai ou d'exploiter les forêts, dont de continuer de fournir les matières qui sont encore une source de richesse pour notre pays. L'assurance-chômage leur donnait le sens de la dignité et de l'honneur.

Les habitants des régions ont beau travailler durement, ils ne peuvent pêcher plus de 14 semaines dans le cas de certaines régions de l'Atlantique et de la côte ouest. Ils ne peuvent extraire le minerai que pendant certaines saisons de l'année. Il en va de même des travailleurs forestiers. Il faut donc trouver un moyen d'équilibrer leur revenu.

Pour cela, nous avons utilisé l'assurance-chômage, entre autres moyens. Un des engagements du gouvernement du Canada était de garantir un revenu de base en investissant au nom de la majorité. Je considérais cela comme un système d'honneur, logique du point de vue économique.

Une chose dont manque ce gouvernement, c'est un engagement à l'égard de la population canadienne. On ne cherche pas à s'assurer que les personnes qui travaillent dans le secteur des ressources puissent nourrir leur famille et rester dans leur région, car du point de vue du gouvernement cela ne compte plus.

Le gouvernement est prêt à financer de grandes sociétés pour qu'elles installent de nouvelles machines, il est prêt à accorder des déductions pour amortissement et pour épuisement afin que ces sociétés puissent acheter plus de machines et de technologie. Les travailleurs sont juste bon pour le rebus.

Le résultat, c'est que le gouvernement encourage les grandes villes, augmente le niveau d'inflation dans le secteur du logement à Toronto de 30 ou 40 p. 100, ajoute aux embouteillages dans le sud de l'Ontario et crée un Canada constitué de trois ou quatre grandes villes et d'une immensité qui ne compte pas. C'est une vue étrange, tordue et perverse de ce pays. Ce n'est conforme ni à l'histoire, ni à la tradition, ni au bon sens économique.

La destruction de l'engagement public du gouvernement ne s'arrête pas à l'assurance-chômage. Elle continue. Ce n'est pas tout. La prochaine déclaration sera celle du ministre des Transports une personne éclairée qui a à son actif une longue liste de succès comme l'aéroport Pearson, l'enquête sur l'écrasement de Gander, et maintenant la réduction des subventions à VIA Rail. Qu'a fait le ministre des Transports? Il a à son actif une liste de catastrophes d'une longueur inégale. Maintenant le ministre nous affirme: «Je n'étais pas responsable de VIA Rail.»

Le ministre ne s'est même pas donné la peine d'analyser les conséquences économiques de la fermeture de la ligne de Melville à Saskatoon, ou de Winnipeg à Thompson ou sur la côte est de la Nouvelle-Écosse. Aucune analyse, aucune étude des conséquences pour se demander si les gens ont besoin de ce mode de transport, s'assurer qu'il n'y aura pas de monopole ou déterminer si les voyageurs n'ont qu'un seul service d'autobus qui leur fixe le tarif qui lui plaît.